



Communiqué de presse CS/2628

Conseil de sécurité
4912^e séance – matin

**UN RETRAIT ISRAËLIEN DE LA BANDE DE GAZA NE PEUT
S'OPERER UNILATERALEMENT, DECLARE LE
COORDONNATEUR DU PROCESSUS DE PAIX AU MOYEN-
ORIENT AU CONSEIL DE SECURITE**

Le Conseil de sécurité a tenu ce matin une séance d'information au cours de laquelle il a entendu une présentation de Terje Roed-Larsen, Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant spécial du Secrétaire général sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne.

Le Coordonnateur spécial a indiqué que des officiels israéliens et palestiniens se sont rencontrés au cours des dernières semaines. Nous espérons que la première réunion entre les Premiers Ministres Sharon et Qoreï aura bientôt lieu, a-t-il dit. Dans l'affirmative, nous pourrions voir s'esquisser des perspectives susceptibles de nous mettre sur la voie envisagée par le Quatuor dans sa Feuille de route, entérinée par la résolution 1515 du Conseil de sécurité, a-t-il précisé. M. Sharon a annoncé à son avis, des mesures de nature à relancer la confiance entre les parties et à s'inscrire dans le cadre des exigences de la Feuille de route. En effet, au début de ce mois, il a affirmé qu'il retirerait les forces israéliennes et démantèlerait les colonies de peuplement implantées dans la bande de Gaza, où elles occupent environ 40% des terres. Aucun Premier Ministre israélien avant lui n'avait annoncé une telle mesure et ce geste devrait être bien accueilli par tous, a indiqué M. Roed-Larsen. Le Premier Ministre palestinien, Ahmed Qoreï, qui a récemment rencontré le Président égyptien Hosni Mubarak, a déclaré qu'il accepterait le geste de M. Sharon comme un premier pas vers un retrait généralisé d'Israël des

terres palestiniennes. Nous espérons que le Premier Ministre d'Israël donnera plus de détails dans les jours à venir à la communauté internationale sur ses intentions, a poursuivi M. Roed-Larsen.

A son avis, l'annonce de M. Sharon a ouvert la voie à trois scénarios possibles. Le premier serait la reprise vigoureuse du processus de paix, avec un réengagement d'Israël et de certains de ses partenaires arabes. Le second serait le retrait unilatéral d'Israël de certaines zones du Territoire palestinien occupé, en commençant par la bande de Gaza. Et le troisième pourrait être une incapacité des parties à mettre en œuvre ce retrait, ce qui perpétuerait le statu quo actuel, avec toute la violence et les souffrances que cela entraîne. Cette hypothèse provoquerait selon M. Roed-Larsen, une rapide érosion de l'Autorité palestinienne, ce qui créerait plus de désordre, de chaos et même une éventuelle mainmise de gangs armés sur le Territoire. La seule option viable pour les deux peuples est celle de la première hypothèse, a dit M. Roed-Larsen. Il est cependant unimaginable, en pratique, qu'un retrait unilatéral de plusieurs milliers de colons de la bande de Gaza puisse avoir lieu sans la coopération de l'Autorité palestinienne et l'assistance de la communauté internationale. Le terme « retrait unilatéral » n'a donc pas beaucoup de sens, un retrait ne pouvant s'opérer dans le vide et devant normalement être négocié entre deux parties ou par le biais d'une tierce partie. Tel a été le cas au Sud-Liban, où le retrait d'Israël a en fait été négocié par l'ONU, à travers le Conseil de sécurité, a ajouté le Coordinateur de l'ONU.

La situation actuelle se caractérise par un blocage marqué par le manque de progrès dans la mise en œuvre de la Feuille de route, a-t-il déploré. L'annonce du retrait de la bande de Gaza a malheureusement été suivie d'une montée de la violence. Depuis notre dernière présentation du 16 janvier, 11 Israéliens et 65 Palestiniens, dont huit enfants, ont perdu la vie, a-t-il précisé. Depuis septembre 2000, 925 Israéliens et 3 165 Palestiniens sont morts. En outre, a-t-il dit, des attaques israéliennes dans la zone de Rafah, le long de la frontière égyptienne, ont fait 600 sans abri, suite à la démolition de leurs maisons. On compte 10 000 personnes qui ont perdu leurs habitations depuis octobre 2000. C'est pourquoi, nous lançons un appel au Gouvernement d'Israël pour qu'il respecte le droit international et protège les populations civiles et demandons à l'Autorité palestinienne de s'assurer que seules les personnes travaillant avec des forces de sécurité reconnues ont accès à des armes dans le cadre de leur travail, a dit M. Roed-Larsen.

Selon la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et le Ministère palestinien des finances, l'économie palestinienne s'est stabilisée en 2003. Ceci est dû à la levée de certaines mesures, comme les couvre-feux, et à la faculté d'adaptation de la population palestinienne à des circonstances difficiles. Les donateurs sont cependant frustrés de

devoir consacrer leur aide à des besoins humanitaires, au lieu de l'orienter vers le développement. Les obstacles posés par Israël à l'acheminement de l'aide sont aussi sources de frustration. La diminution des ressources versées à l'Autorité palestinienne la met au bord de la faillite. Cette situation serait catastrophique puisque les salaires versés par l'Autorité constituent un des principaux moyens de survie des familles. Seule la levée des bouclages imposés par Israël, accompagnée d'un ferme engagement des donateurs, permettra d'assister une véritable reconstruction de l'économie palestinienne, a expliqué M. Roed-Larsen.

Le Coordonnateur spécial a poursuivi sur la situation humanitaire en indiquant que l'UNRWA continuait à faire face à de graves problèmes financiers. L'Office, a-t-il précisé, a reçu moins de la moitié des 196 millions de dollars qu'il avait demandés l'année dernière pour venir en aide à quelque 1,1 million de Palestiniens, reconstruire les logements, créer des emplois et fournir des services de santé d'urgence. Le Coordonnateur spécial a annoncé que l'UNRWA venait de lancer un nouvel appel visant à mobiliser 193 millions de dollars pour l'année 2004.

La construction d'un mur dans le Territoire palestinien occupé jette une ombre sur l'évolution positive des choses que l'on peut désormais constater, a ensuite estimé le Coordonnateur spécial. Il a indiqué que le 9 février dernier, la Cour suprême d'Israël avait commencé ses délibérations sur trois pétitions présentées par des groupes israéliens opposés à l'édification du mur. Le 12 février, le Gouvernement israélien a décidé de ne pas se présenter devant la Cour internationale de Justice (CIJ) en déclarant qu'il ne reconnaît pas sa compétence sur cette question. Le Coordonnateur spécial a donc lancé un nouvel appel aux autorités israéliennes pour qu'elles arrêtent la construction du mur conformément à la résolution ES-10/13 de l'Assemblée générale.

Ces faits négatifs, conjugués à l'annonce encourageante du Premier Ministre israélien de retirer ses forces de Gaza, montre l'importance de relancer le processus de paix par le biais de la Feuille de route du Quatuor, a poursuivi le Coordonnateur de l'ONU. Les dirigeants des deux parties doivent renouveler leur engagement en faveur de la paix et commencer à s'acquitter de leurs obligations en vertu de la Feuille de route. Ils doivent comprendre, a insisté M. Roed-Larsen, qu'il n'y a pas de plan alternatif à l'horizon qui pourrait leur permettre de déroger à la responsabilité qu'elles ont de prendre des mesures difficiles mais nécessaires.

Pour sa part, a-t-il poursuivi, le Quatuor doit s'engager, de nouveau, avec les parties et revitaliser ses efforts. Les parties ont montré qu'elles ne peuvent réaliser la paix, car elles n'ont pas suffisamment confiance l'une dans l'autre pour travailler sans l'aide de la communauté

internationale. La Feuille de route, a estimé M. Roed-Larsen, leur montre la voie d'une paix appuyée par une communauté internationale unie sous la forme du Quatuor.

Evoquant la situation au Liban, le Coordonnateur spécial a indiqué que le Gouvernement d'Israël et le Hezbollah avaient, grâce à une médiation allemande, convenu d'un accord sur l'échange de prisonniers. Abordant la question de la découverte d'explosifs qui auraient été placés par le Hezbollah sur le côté israélien de la Ligne bleue, le Coordonnateur spécial a lancé un appel urgent à toutes les parties pour qu'elles s'abstiennent de toute action déstabilisatrice. Il a, en conséquence, appelé le Gouvernement du Liban à rétablir son contrôle sur le Sud-Liban. S'agissant de la situation dans le Golan, le Coordonnateur spécial a jugé encourageante l'ouverture récente du Président syrien à des négociations de paix avec Israël.

En conclusion, M. Roed-Larsen a dit attendre avec impatience les détails et le calendrier de retrait des forces israéliennes de Gaza. Il a appelé les Palestiniens à répondre au plan avec des mesures réciproques d'établissement de la confiance, en particulier dans le domaine de la sécurité. « Alors que nous entrons dans une époque, peut-être chaotique, mais dynamique », les chefs d'Etat devraient défendre constamment l'objectif de la paix, a conclu le Coordonnateur spécial.

* * * * *